

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 6 juin 2011

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

SOCIETE SETRAD

Commune de ST PALAIS

GIDIC : RAPALTO
Affaire suivie par : D. POMMIER - S. GAU
daniel.pommier@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10
Courriel : ut18.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr
Objet : Mise à jour des activités exploitées par la société SETRAD à ST PALAIS.

**Rapport de l'inspection des installations classées
à
Madame le préfet du Cher**

Par lettre en date du 16 décembre 2010, la S.A. SETRAD sollicite une demande de modification de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002.1.303 du 27 mars 2002, modifié par les arrêtés n°2003.1.858 du 7 juillet 2003 et n°2003.1.1161 du 17 septembre 2003, autorisant le fonctionnement d'un centre d'enfouissement technique de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de ST PALAIS.

Cette demande porte sur les thèmes suivants :

- modifications des rubriques relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement conformément au décret 2010-369 du 13 avril 2010, au titre des droits acquis et en application de l'article L 513-1 du Code de l'Environnement,
- intégration de l'activité de valorisation de biogaz, portée à la connaissance du préfet préalablement à sa mise en exploitation au titre de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement,
- modification des conditions d'exploitation par la mise en place du mouillage à l'avancement.

Par ailleurs, cet établissement entre dans le champ d'application de l'article 13 de la directive européenne n° 96/61/CE du 24 septembre 1996, dite "directive IPPC", relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution. Il convient donc d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2002 modifié.

Par ailleurs, les exploitants des installations appartenant aux catégories visées par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement, pris en application de l'article R.512-45 du code de l'environnement, doivent ainsi présenter, au moins tous les dix ans, un bilan de fonctionnement. Pour la S.A. SETRAD, ce bilan de fonctionnement doit être présenté avant le 27 mars 2012.

PJ : projet d'arrêté préfectoral

1 - MODIFICATION DE LA NOMENCLATURE RELATIVE AUX INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques : 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

Les activités qu'exercent la S.A. SETRAD sont actuellement classées sous le régime de l'autorisation en regard des rubriques :

- N° 322 B 2 : Décharges d'ordures ménagères et autres résidus urbains.
- N°167 B : Décharges de déchets industriels provenant d'installations classées

Et sous le régime de la déclaration vis à vis des rubriques :

- N° 2170 2 : Fabrication des engrais et supports de culture,
- N° 2171 : Dépôts d'engrais et supports de culture.

En conséquence, compte tenu des modifications engendrées par le décret sus visé, et la déclaration d'antériorité réalisée par l'exploitant, la situation administrative de cet établissement est désormais la suivante :

Numéro de nomenclature	Activité	Classement
2760-2	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 de code de l'environnement. 2. Installation de stockage de déchets non dangereux (90 000 t/an)	A
2780-2b 2780-3	Installations de traitement aérobic (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation 2. Compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), de denrées végétales déclassées, de rebuts de fabrication de denrées alimentaires végétales, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets végétaux ou des effluents d'élevages ou des matières stercoraires : b) La quantité de matière traitée étant supérieure ou égale à 2 t/j et inférieure à 20 t/j 3. Compostage d'autres déchets ou stabilisation biologique (35,6 t/j)	A
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole : Le dépôt étant supérieur à 200 m ³ (3000 m ³)	D

2 - ACTIVITE DE VALORISATION DU BIOGAZ

La production à ce jour permet d'envisager des systèmes de valorisation du biogaz, plutôt que de se limiter à un brûlage en torchère.

Les systèmes de valorisation techniquement réalisables sont :

- le brûlage de biogaz en chaudière pour le chauffage des locaux et/ou des bassins d'aération de lixiviats,
- la production d'électricité dans une turbine à gaz ou un moteur. L'électricité est éventuellement consommée pour partie. Le surplus est revendu sur le réseau de distribution,
- la cogénération, avec production d'électricité et utilisation de la chaleur pour le chauffage des locaux et/ou des bassins.

L'exploitant envisage la mise en œuvre d'une installation évolutive composée de plusieurs micro turbines permettant de s'adapter à la variation du biogaz dans le temps.

Le premier module de quatre micro turbines serait installé, il permettrait dans un premier temps de consommer 560 m³/h de biogaz à 50% de méthane. Cette installation serait équipée dans un deuxième temps d'une cogénération permettant de produire 850 kW d'eau chaude.

Cette unité de valorisation sera installée à proximité de la torchère actuelle, dans des caissons étanches. Cet équipement peut représenter un impact en matière d'émissions sonores. L'exploitant va faire réaliser une modélisation de la cartographie du bruit, préalablement à l'installation d'un tel équipement.

3 - MOUILLAGE A L'AVANCEMENT

Cette technique, qui consiste à humidifier la surface des déchets par aspersion des lixiviats, présente certains avantages.

Elle permet tout d'abord de diminuer les risques d'incendie mais aussi elle génère un impact positif sur la biodégradation ainsi que sur le compactage des déchets.

L'exploitant souhaite intégrer cette technique dans les conditions d'exploitation à partir de l'alvéole A 26.

Ce changement sera accompagné d'un programme d'évaluation de la performance réalisée par son centre de recherche sur les thèmes suivants :

- Protocole et technique du mouillage : réalisation du mouillage en fin de journée au moyen d'un trax avec une citerne munie d'une rampe d'injection.
- Thématique biogaz :
 - Impact sur la vitesse de production du biogaz,
 - Impact sur la qualité du biogaz.
- Thématique lixiviat :
 - Impact sur la durée de percolation du lixiviat,
 - Impact sur la qualité du lixiviat,
 - Impact sur le bilan hydrique,
 - Impact sur la densité à la mise en place des déchets.

L'exploitant souhaite comparer le mode d'exploitation traditionnel avec l'exploitation avec le mouillage à l'avancement sur des surfaces recevant la même qualité de déchets au même moment et dans les mêmes conditions climatiques.

Pour cela, il est prévu de diviser l'alvéole A 26 en deux zones distinctes.

L'indépendance hydraulique des deux zones sera mise en place pour permettre une comparaison scientifiquement rigoureuse. Dans chaque partie, le biogaz formé sera capté à l'avancement et les lixiviats seront collectés. Des mesures du potentiel « méthanogène BMP » (production maximale de biogaz d'un échantillon) et d'humidité des déchets permettront d'évaluer respectivement l'état de dégradation des déchets des deux parties et l'impact sur l'humidité. La densité finale des déchets sera également évaluée afin d'observer l'effet du mouillage sur le compactage.

4 - ETABLISSEMENT IPPC

A ce titre, les exploitants des installations appartenant aux catégories visées par l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement, pris en application de l'article R.512-45 du code de l'environnement, doivent ainsi présenter, au moins tous les dix ans, un bilan de fonctionnement faisant référence, entre autre aux meilleurs techniques disponibles. Pour la S.A. SETRAD, ce bilan de fonctionnement doit être présenté avant le 27 mars 2012.

La définition complète du terme "meilleures techniques disponibles" ainsi que les considérations à prendre en compte lors de leur détermination sont précisées dans l'annexe II de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié, en reprenant les termes de la directive européenne susmentionnée.

Pour les activités de stockage en décharges de déchets non dangereux, les meilleures techniques disponibles correspondent aux prescriptions fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997, modifié par les arrêtés des 31 décembre 2001, 3 avril 2002, 19 janvier 2006 et 18 juillet 2007 ainsi que l'ordonnance du 27 avril 2010, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ; ces prescriptions sont applicables à toutes les installations de stockage dont l'exploitation sera poursuivie ou commencée après le 1^{er} juillet 2009.

Dans ce cadre, et sans attendre la publication du bilan de fonctionnement qui fait référence aux meilleures techniques disponibles, il convient d'actualiser les prescriptions applicables à cet établissement.

5 - EVOLUTION DES ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT

Au cours des dernières années, il est apparu que le tonnage annuel de fabrication de compost était en constante augmentation. De ce fait, il a été demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative. En effet, l'activité relevant de la rubrique 2780 « Installations de traitement aérobique (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation » évoluera vers le régime de l'autorisation. L'exploitant envisage un volume d'activité de 25 000 t/an pour une quantité journalière de matières traitées de 68,5 t/j.

L'exploitant s'est engagé à fournir le dossier de demande d'autorisation d'exploiter courant été 2011.


Par ailleurs, comme évoqué précédemment, cet établissement est soumis à la directive IPPC et le bilan de fonctionnement doit être présenté en mars 2012 ; cette échéance devrait coïncider avec la fin de la procédure de demande d'autorisation d'exploiter sus visée. L'ensemble de ces deux procédures nécessitera une nouvelle présentation devant le CODERST.

6- PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de mettre à jour et compléter les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 2002.1.303 du 27 mars 2002, modifié par les arrêtés n°2003.1.858 du 7 juillet 2003 et n°2003.1.1161 du 17 septembre relatifs au fonctionnement de cet établissement.

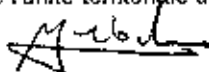
Un projet d'arrêté préfectoral rédigé en ce sens est joint au présent rapport pour être soumis à l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

L'inspectrice des installations classées,



S. GAU

Vu et transmis avec avis conforme
à madame le préfet du Cher,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'indre,



R. MIOCHE

ATTENDUS ET CONSIDÉRANTS	2
TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES	4
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....	7
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	8
CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	9
CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	9
CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	9
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	10
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	10
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	10
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	10
CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	11
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	11
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	11
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE.....	12
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	13
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	13
CHAPITRE 3.2 INSTALLATION DE VALORISATION DU BIOGAZ.....	14
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	17
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	17
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	17
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	18
TITRE 5 - DÉCHETS	22
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	22
TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	24
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	24
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	24
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS.....	24
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	25
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	25
CHAPITRE 7.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	25
CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	25
CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES.....	26
CHAPITRE 7.5 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES.....	28
CHAPITRE 7.6 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	28
CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	30
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT	32
CHAPITRE 8.1 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU CENTRE DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX.....	32
CHAPITRE 8.2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE.....	39
TITRE 9 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	49
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	49
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	51
CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES.....	51
TITRE 10 - ECHÉANCES	53

ATTENDUS ET CONSIDERANTS

LE PREFET du département du Cher, Chevalier de la Légion d'Honneur,

...
Vu la directive européenne n°2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, directive IPPC,

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

Vu la nomenclature des installations classées,

...

Vu le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées,

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par le code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002.1.303 du 27 mars 2002, modifié par les arrêtés n°2003.1.858 du 7 juillet 2003, n°2003.1.1161 du 17 septembre 2003, n°2005.1.1229 du 7 novembre 2005, n°2008.1.1480 du 18 novembre 2008 et n° 2009.1.2243 du 30 décembre 2009 antérieurement délivrés à la société SETRAD pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de ST PALAIS,

Vu la circulaire DPPR/SDPD n° 96-858 du 28/05/96 modifiée relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets,

Vu la circulaire du 10 décembre 2003 relative aux installations classées : installations de combustion utilisant du biogaz ;

...

Vu la demande présentée le 17 décembre 2010 par la société SETRAD dont le siège social est situé ZA Les Pierrelets à CHAINGY (45380) en vue d'obtenir la modification de son arrêté préfectoral pour répondre aux besoins suivants : modifications des rubriques relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement conformément au décret n°2010-369 du 13 avril 2010, au titre des droits acquis et en application de l'article L.513-1 du Code de l'Environnement - intégration de l'activité de valorisation de biogaz, portée à la connaissance du préfet préalablement à sa mise en exploitation au titre de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement - modification des conditions d'exploitation par la mise en place du mouillage à l'avancement.

Vu le rapport et les propositions en date du ... de l'inspection des installations classées,

Vu l'avis en date du ... du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu,

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société SETRAD, qui n'a formulé aucune remarque dans le délai imparti,

CONSIDERANT que le décret du 13 avril 2010 susvisé a abrogé les rubriques de classement n° 167 et 322 de la nomenclature des installations classées et a créé la rubrique n°2760 pour les installations de stockage de déchets ;

CONSIDERANT que la société SETRAD a sollicité la modification des conditions d'exploiter définies par l'arrêté préfectoral du 27 mars 2002 modifié pour permettre la mise en œuvre d'une valorisation du biogaz produit par le fonctionnement du centre de stockage de déchets qu'elle exploite sur la commune de SAINT PALAIS ;

CONSIDERANT que cette activité ne modifie pas le classement administratif des installations présentes sur le site et n'est pas à considérer comme une modification notable au sens de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'au regard de l'implantation des équipements de valorisation de biogaz et de la puissance de ceux-ci, les impacts sur l'environnement en termes de rejets atmosphériques et de nuisances acoustiques seront limités ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, néanmoins, de fixer des prescriptions complémentaires relatives à l'activité de valorisation de biogaz, conformément à la circulaire du 10 décembre 2003 susvisée ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, sont conformes aux meilleures techniques disponibles dans le cadre de la directive IPPC,

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant,

CONSIDERANT que les prescriptions de fonctionnement de l'installation de stockage mentionnée ci-dessus nécessitent d'être mises à jour afin de prendre en compte l'évolution des règles techniques applicables à de telles installations et fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié cité précédemment ainsi que les éléments contenus dans le bilan de fonctionnement,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

...

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société S.A.S. SETRAD (société pour l'environnement et le traitement des déchets) dont le siège social est situé à CHAINGY (45380) – Z.A. Les Pierrelets est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de ST PALAIS (18110), au lieudit « La Plaine de Mitterand » sur les parcelles cadastrées section A n° 173 et 175, (coordonnées Lambert II étendu X = 805000 et Y = 2251680), les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées	Nature des modifications
- n°2002.1.303 du 27 mars 2002 - n°2003.1.858 du 7 juillet 2003 - n°2003.1.1161 du 17 septembre 2003 - n°2005.1.1229 du 7 novembre 2005	Intégralité des articles	Mise à jour

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009.1.2243 du 30 décembre 2009 reste en vigueur.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement sont applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	A.S.A., D.C., D.N.C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2760	2	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 de code de l'environnement. 2. Installation de stockage de déchets non dangereux	ISDND				90 000	ton

2780	2	D	Installations de traitement aérobie (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation 2. Compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), de denrées végétales déclassées, de rebuts de fabrication de denrées alimentaires végétales, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets végétaux ou des effluents d'élevages ou des matières stercoraires : b) La quantité de matière traitée étant supérieure ou égale à 2 t/j et inférieure à 20 t/j	Quantité de matière traitée	20	t/j	10 sur la base de 365 j/an Soit 3 650 t/an	t/j
2780	3	A	Installations de traitement aérobie (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation 3. Compostage d'autres déchets ou stabilisation biologique					
2170	2	D	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 2. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 1t/j et inférieure à 10 t/j.				3 100	t/j
2171		D	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole : Le dépôt étant supérieur à 200 m ³ (environ 3 000 m ³)	Volume du dépôt	200	m ³	3 000	m ³

A (Autorisation) ou D (Déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
ST PALAIS	Section A n° 173 et 175	La Plaine de Mitterand

Les installations citées à l'Article 1.2.1. ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La zone à exploiter doit être à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en terme d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée d'exploitation et la période de suivi du site.

Article 1.2.3.1. Natures et origine des déchets admissibles sur la décharge

Les déchets admissibles sont les déchets non dangereux, tels que définis par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié. Ces déchets peuvent être municipaux ou de toute autre origine.

Article 1.2.3.2. Déchets interdits sur la décharge

Les déchets suivants ne peuvent pas être admis dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés :

- déchets dangereux définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement,
- déchets d'activité de soins et assimilés à risque infectieux,
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou l'environnement ne sont pas connus,
- déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB,
- déchets d'emballages visés aux articles R.543-66 et suivants du code de l'environnement,
- déchets qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément au décret en Conseil d'Etat pris en application de l'article L.541-24 du code de l'environnement,
- déchets dangereux des ménages collectés séparément,
- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30%,
- pneumatiques usagés.

L'origine géographique des déchets est la suivante :

Nature des déchets	Provenance	Quantités indicatives
Refus de compostage de l'unité de traitement des ordures ménagères de la ville de Bourges	Ville de Bourges	20.000 t/an
Déchets industriels banals	Entreprises du Cher et des départements de la Nièvre, du Loir-et-Cher et du Loiret	55.000 t/an, la priorité étant donnée aux déchets du Cher
Déchets ménagers	Communes et syndicats du Cher	15.000 t/an

Article 1.2.3.3. Natures et origine des déchets admissibles sur la plate-forme de compostage

Sans préjudice des dispositions prévues par d'autres réglementations, et notamment celles prises en application du code rural, les matières admissibles en traitement par compostage sont les suivantes :

- matières organiques d'origine animale (fumiers, fientes, matières stercoraires),
- matières organiques d'origine végétale n'ayant pas subi de traitement chimique (déchets verts et ligneux, rebuts de fabrication de l'industrie agro-alimentaire végétale, paille),
- boues de stations d'épurations urbaines dont la qualité est conforme aux valeurs définies dans l'article 8.2.2.2 du présent arrêté,
- boues de stations d'épurations industrielles provenant du secteur agro-alimentaire, de l'industrie papetière ou de l'industrie du cuir dont la qualité est conforme aux valeurs de l'article 8.2.2.2 du présent arrêté, à l'exclusion des boues issues de stations d'épuration des installations d'abattoirs traitant des ruminants (rubrique 2210), ou d'usines d'équarrissage (rubrique 2730),
- fraction fermentescible des ordures ménagères, collectées sélectivement,
- matières organiques d'origine agro-alimentaire destinées à la consommation humaine,
- fraction fermentescible des déchets alimentaires et végétaux collectés auprès des marchés et grandes et moyennes surfaces

Tout autre apport de déchets est interdit.

En ce qui concerne le tonnage maximal de boues admissible sur le site, celui-ci dépendra de la siccité des matières réceptionnées :

Teneur en matière sèche	Tonnage maximum
< 25 %	4 000 tonnes / an
> 25 %	5 000 tonnes / an

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 2760 est accordée pour une durée de 25 ans à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation initial n° 2002.1.303 du 27 mars 2002, soit jusqu'au 26 mars 2027.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. Pour les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés et pour les installations de stockage de déchets dangereux, la durée de l'autorisation doit s'étendre jusqu'au dernier apport de déchets.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'Article 1.2.1. de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant :

- L'intervention en cas de pollution ou d'accident,
- Le réaménagement du site,
- La surveillance du site.

ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières est de 2 373 797 € TTC. Ce montant s'applique sans diminution ni modulation pendant la période d'autorisation sauf changement notable dans les tonnages reçus.

ARTICLE 1.5.3. ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Avant le 27 mars 2014, puis tous les 3 ans, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'Article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996.

ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les 3 ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à 3 ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.5.6. REVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au CHAPITRE 1.6 du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIERES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

ARTICLE 1.5.9. LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.
Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.
L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.6.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'étude de dangers est révisée lors de toute évolution des procédés mis en œuvre ou du mode d'exploitation de l'installation.

L'inspecteur des installations classées peut exiger que soit effectuée la mise à jour de l'étude de dangers s'il la juge nécessaire.

ARTICLE 1.6.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'Article 1.2.1. du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale en application des dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 39-1 du code de l'environnement et pour l'application des articles R 512- 39-2 à R 512- 39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : activités de transit, tri ou traitement de déchets, de production d'énergies renouvelables ou zone verte.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des

terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

CHAPITRE 1.7 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où le présent arrêté leur a été notifié ;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.8 ARRETES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
28/10/10	Arrêté relatif aux installations de stockage de déchets inertes
29/09/05	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
30/06/05	Arrêté modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
29/06/04	Arrêté modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
30/12/02	Arrêté modifié relatif au stockage de déchets dangereux
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
09/09/97	Arrêté du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant procède au nettoyage des abords de l'installation qui doivent rester propres en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place.

ARTICLE 2.3.2. CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Article 2.3.2.1. Clôture

L'installation est entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles, d'une hauteur minimale de 2 mètres, empêchant l'accès au site. Les poteaux sont ancrés au sol par du béton. Un portail fermé à clef interdit l'accès au centre d'enfouissement technique en dehors des heures d'ouverture.

Le fossé de contournement et de collecte des eaux de ruissellement est exécuté à l'intérieur de la clôture conformément aux plans de la demande d'autorisation, afin qu'aucune eau provenant de l'extérieur ne pénètre sur le site.

Article 2.3.2.2. Voiries intérieures

Les voies de circulation intérieures et les accès à l'installation sont aménagées, dimensionnées et constituées en tenant compte du gabarit et de la charge des véhicules appelés à y circuler. L'entretien de la voirie doit permettre une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

L'aire de réception des camions se compose d'au moins un bâtiment d'accueil et d'un pont bascule de capacité 50 tonnes.

Article 2.3.2.3. Accès

L'accès au centre se fait conformément au plan joint au dossier de demande d'autorisation.

Un panneau d'identification en matériau résistant porte de façon indélébile toute information utile (nom de l'exploitant, numéro et date de l'arrêté préfectoral d'autorisation, heures d'ouvertures, etc.).

A partir de la RD940, l'accès au centre d'enfouissement technique se fait obligatoirement par la RD25 puis la RD20, ceci pour des raisons de sécurité.

La RD20 et la RD25 (section comprise entre la RD20 et la briqueterie St Palais) sont des voies de desserte locale à la structure fragile et inadaptée au trafic poids lourds. Sans renforcement préalable des voies, des détériorations importantes sont à prévoir et, dans ce cas, l'exploitant est informé :

1. Du risque d'interdiction de circulation temporaire des véhicules de poids total à charge (PTAC) > 7,5 t pour des raisons de sécurité, de préservation de l'intégrité de la chaussée,
2. Du risque de pose de barrières de dégel limitant la circulation des poids lourds < 7,5 t,
3. Qu'en application de l'article L.131-8 du code de l'environnement il peut être soumis à des contributions dont le montant sera fonction des dégradations constatées.

Un panneau de type A14 complété du panneau « Sortie de camions » est implanté et maintenu en état de chaque côté de l'accès au site, sur la RD20, ainsi qu'un panneau AB4 « Stop » à la sortie du centre d'enfouissement technique, complété par le marquage réglementaire au sol.

L'installation fonctionne de 6h30 à 20h du lundi au vendredi ; ces mêmes jours, les déchets sont réceptionnés de 7h à 19h.

ARTICLE 2.3.3. INSERTION PAYSAGERE DU SITE

Afin de lutter contre l'impact visuel du centre d'enfouissement technique, les haies existantes sur le pourtour du site sont maintenues et de nouvelles placées le long de la RD20 et à proximité de la ferme de la Caroline. Il s'agit entre autres de chênes pédonculés afin d'avoir une rangée d'arbres de haut port.

Les défrichements n'ont lieu que d'octobre à mars. Concernant la zone à la lisière de la forêt domaniale, d'une largeur minimale de 20 m et installée conformément aux plans du dossier, l'exploitant conserve la haie arborée et le petit bois le long du chemin forestier et interdit la circulation d'engins sur ce chemin.

Une attention particulière est également portée à l'insertion du site dans le paysage lors du réaménagement final des alvéoles.

CHAPITRE 2.4 DANGERS OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informalisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE

L'exploitant doit transmettre au préfet et/ou à l'inspection les documents suivants :

Article	Document (se référer à l'article correspondant)
Article 1.5.3.	Garanties financières
Article 1.5.4.	Renouvellement des garanties financières
Article 1.5.5.	Actualisation des garanties financières
Article 1.6.1.	Modification des installations
Article 1.6.2.	Mise à jour de l'étude de dangers
Article 1.6.5.	Changement d'exploitant
Article 1.6.6.	Cessation d'activité
Article 2.5.1.	Déclaration des accidents et incidents
Article 9.2.3.	Organisme de contrôle des émissions sonores
Article 9.3.2.	Résultats d'auto-surveillance
Article 9.4.1.	Bilan environnement annuel
Article 9.4.2.	Bilan annuel des épandages
Article 9.4.2.	Bilan décennal

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernés. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant mettra en place un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres suivants :

- vitesse et direction du vent ;
- température.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules apportant les déchets sur le site sont systématiquement bâchés ou équipés de filets,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de

capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols.

CHAPITRE 3.2 INSTALLATION DE VALORISATION DU BIOGAZ

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les alvéoles de stockage des déchets sont équipées, au plus tard un an après leur comblement, du réseau définitif de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau est conçu et dimensionné afin de capter de façon optimale le biogaz et à permettre son acheminement vers une installation de valorisation ou de destruction par combustion. Les installations de combustion sont dimensionnées aux volumes de biogaz à traiter et à leurs évolutions dans le temps.

Les installations relatives au captage et à la combustion du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'efficacité du système d'extraction du biogaz doit être vérifiée régulièrement, au moins une fois par an.

Les installations de valorisation du biogaz sont constituées pour toute ou partie de 4 micro-turbines de puissance électrique 200 kW chacune, équipées d'un étage de préparation-compression du biogaz. Une cogénération pourra être installée en cas de besoin de chaleur sur le site. Préalablement à sa mise en place, l'exploitant informera l'inspection des installations classées.

Dans un délai de 3 mois après la mise en place des micro-turbines et de l'installation de cogénération, l'exploitant réalise une campagne de mesures acoustiques telle que définie au titre B et transmet les résultats à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.2. IMPLANTATION – AMENAGEMENT

Article 3.2.2.1. Règles d'implantation

Les équipements de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux mêmes) :

- 10 mètres des limites de propriété, des établissements recevant du public, des habitations et des voies à grande circulation ;
- 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, à l'exclusion de la zone de stockage des déchets.

A l'exception de la torchère, les appareils de combustion doivent être implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage.

Des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.

Article 3.2.2.2. Accessibilité

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

Article 3.2.2.3. Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.

Les matériels électriques doivent être installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion.

Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Article 3.2.2.4. Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Article 3.2.2.5. Alimentation en biogaz

Les réseaux d'alimentation en biogaz doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit permettre d'interrompre l'alimentation en biogaz des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste d'alimentation. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.

En cas d'avarie des dispositifs de valorisation du biogaz, celui-ci doit être détruit en torchère.

Article 3.2.2.6. Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article 3.2.2.7. Dispositif de détection gaz – détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz déclenchant selon une procédure préétablie une alarme en cas de dépassement des seuils de dangers doit être mis en place dans les locaux fermés contenant les équipements. Ce dispositif doit couper l'arrivée du biogaz et interrompre l'alimentation des matériels non prévus pour fonctionner en atmosphère explosive, sans que cette manœuvre ne puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pour déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des dangers présentés. Leur situation est repérée sur un plan et ils sont contrôlés régulièrement, les résultats des contrôles étant consignés par écrit.

ARTICLE 3.2.3. EXPLOITATION, ENTRETIEN

Article 3.2.3.1. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Article 3.2.3.2. Connaissance des produits

L'exploitant doit disposer des documents lui permettant de connaître la nature et les risques du biogaz.

Article 3.2.3.3. Registre

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les volumes de biogaz produits ainsi que les quantités valorisées et brûlées. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.3.4. Entretien

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Article 3.2.3.5. Conduite des installations

L'exploitant vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en biogaz des appareils de combustion. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise si le mode d'exploitation des appareils de valorisation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

ARTICLE 3.2.4. RISQUES

A proximité des appareils de combustion sont situés des extincteurs de classe 55 B accompagnés de la mention « ne pas utiliser sur flamme gaz ». Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec le biogaz.

ARTICLE 3.2.5. CONTROLE DE LA QUALITE DU BIOGAZ

L'exploitant procède mensuellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O durant la phase d'exploitation.

La température de destruction du biogaz au niveau de la torchère est au minimum de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO₂, CO, HCl, HF issues de la torchère font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Les valeurs limites suivantes devront être respectées pour le CO et le SO₂ (torchère) :

- CO < 150 mg/Nm³
- SO₂ < 400 mg/Nm³

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

Les résultats des mesures en continu et de la campagne annuelle d'analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³ /h)
Réseau public	Saint Palais	1 000 m ³	2,5 m ³ /h

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

ARTICLE 4.1.2. PRESCRIPTIONS SUR LES PRELEVEMENTS D'EAU ET LES REJETS AQUEUX EN CAS DE SECHERESSE

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;
- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Article 4.1.3.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Les prélèvements d'eau en nappe par forage sont interdits.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au CHAPITRE 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux de ruissellement extérieures au site,
2. les eaux de ruissellement intérieures au site non susceptibles d'être polluées,
3. les eaux de ruissellement intérieures au site susceptibles d'être polluées,
4. les lixiviats,
5. les eaux domestiques.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées Lambert II étendu	X = 604317 ; Y = 251821
Nature des effluents	Eaux de ruissellement intérieures au site non susceptibles d'être polluées + détournement du ru
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Décantation
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Ruisseau affluent du Barangeon
Autres dispositions	Rejet après contrôle

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Coordonnées Lambert II étendu	X = 604336 ; Y = 251828
Nature des effluents	Eaux de ruissellement intérieures au site susceptibles d'être polluées
Débit maximal journalier (m ³ /j)	2.500 m ³ /j
Débit maximum horaire (m ³ /h)	1.650 m ³ /h (550 l/s)
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Décantation
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Ru affluent du Barangeon
Autres dispositions	Rejet après contrôle

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3
Nature des effluents	Lixiviats
Débit maximal journalier (m ³ /j)	125 m ³ /j
Traitement avant rejet	Pré-traitement par aération des bassins de stockage (1 hf)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Bourges
Conditions de raccordement	Convention avec la STEP de la ville de Bourges
Autres dispositions	Stockage dans 2 bassins d'un volume total de 1600 m ³

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRES EPURATION

Article 4.3.9.1. Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.)

Débit de référence	Maximal : 125 m ³ /j	Moyen journalier : 65 m ³ /j	Moyen mensuel : 13 000 m ³ /mois
Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	
DBO5	500 mg/l	62,5 kg/j	
DCO	1 600 mg/l	200 kg/j	
MES	500 mg/l	62,5 kg/j	
Azote total	700 mg/l	50 kg/j	
Azote ammoniacal	700 mg/l	50 kg/j	
Phosphore total	25 mg/l	3,12 kg/j	
Chlorures totaux	1 000 mg/l	125 kg/j	
Fluor	15 mg/l	1,87 kg/j	
Fer	300 mg/l	37,5 kg/j	
Aluminium	30 mg/l	3,75 kg/j	
Sulfates	600 mg/l	75 kg/j	
Substances organochlorées (AOX)	2 mg/l	250 g/j	
Hydrocarbures totaux	5 mg/l		
Phénols	0,3 mg/l		
Huiles et graisses (MEH)	50 mg/l		
Zinc	2 mg/l	250 g/j	
Cuivre	0,5 mg/l	62,5 g/j	
Nickel	0,5 mg/l	62,5 g/j	
Chrome	0,2 mg/l	25 g/j	
Plomb	0,5 mg/l	62,5 g/j	
Cadmium	0,01 mg/l	1,25 g/j	
Mercur	0,01 mg/l	1,25 g/j	
Arsenic	0,1 mg/l	12,5 g/j	
Cyanures	0,1 mg/l	12,5 g/j	
Argent	0,1 mg/l	12,5 g/j	

ARTICLE 4.3.10. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5.)

Paramètre	Concentrations moyenne journalière
Matières en suspension totale (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j. < 35 mg/l au delà.
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 300 mg/l si flux journalier max. < 100 kg/j. < 125 mg/l au delà.
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	< 100 mg/l si flux journalier max. < 30 kg/j. < 30 mg, au delà.
Azote global.	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j.
Phosphore total.	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols.	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j
Métaux totaux dont :	< 15 mg/l.
Cr6+	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j.
Cd	< 0,2 mg/l.
Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j.
Hg	< 0,05 mg/l.

As	< 0,1 mg/l
Fluor et composés (en F).	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
CN libres.	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux.	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

Note : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

A cette fin, il doit :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 du code de l'environnement et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-127 à R 543-135 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

ARTICLE 5.1.5. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-49 à R 541-51 du code de l'environnement relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.6. EMBALLAGES INDUSTRIELS

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENJNS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R.517-1 à R.571-24 du code de l'environnement).

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

L'installation fonctionne de 6h30 à 20h du lundi au vendredi ; ces mêmes jours, les déchets sont réceptionnés de 7h à 19h.

ARTICLE 6.2.2. VALEURS LIMITEES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.3. NIVEAUX LIMITEES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.2. , dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

L'accès au site et à la zone d'exploitation est en permanence maintenu accessible de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le site est sous contrôle vidéosurveillance, notamment en dehors des heures d'ouverture, les week-ends et jours fériés.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris en dehors des heures d'ouverture, les week-ends et jours fériés.

Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit une formation spécifique.

Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de girafon : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.3.2. DEBROUSSAILLAGE

Le périmètre du site être constamment débroussaillé sur au moins 25 mètres afin de limiter la propagation d'un incendie vers le milieu forestier.

ARTICLE 7.3.3. BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée ou devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 7.3.4. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 7.3.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Article 7.3.5.1. Dispositifs de protection

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne. En particulier, les composants de protection contre la foudre doivent être conformes à la série des normes NF EN 50164 : « Composants de protection contre la Foudre (CPF) ».

Article 7.3.5.2. Vérification des dispositifs de protection

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.

Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.4.2. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 7.4.3. VERIFICATIONS PERIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

ARTICLE 7.4.4. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.4.5. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

ARTICLE 7.4.6. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Article 7.4.6.1. Contenu du permis de travail, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

ARTICLE 7.4.7. SUBSTANCES RADIOACTIVES

Article 7.4.7.1. Equipement fixe de détection de matières radioactives

L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées. Pour réaliser des mesures représentatives du chargement, la vitesse de passage du véhicule doit être réduite par tout dispositif approprié (système d'arrêt, barrière, ralentisseur...) pour ne pas dépasser 5 km/h.

La traçabilité des entrées-sorties est assurée à chaque passage lors de la pesée du véhicule à laquelle est associé un contrôle de radioactivité par un portique à déclenchement d'alarme. Ainsi, à l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

Article 7.4.7.2. Information et formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, sont informés sur les risques radiologiques et la conduite à tenir en cas de mise en œuvre de la procédure prévue à l'article 7.4.7.1 du présent arrêté. A cet effet, ladite procédure est visée par l'ensemble du personnel.

Des dispositions doivent être prises pour qu'un agent compétent dans le domaine de la radioactivité ayant reçu une formation adaptée aux risques radiologiques puisse intervenir à tout moment sur le site en cours d'exploitation. Cette formation porte notamment sur :

- la nature des déchets ;
- les moyens de caractérisation ;
- les manipulations à éviter ;
- tous les risques présentés par le fonctionnement de l'installation ;
- les risques radiologiques.

Article 7.4.7.3. Mesures prises en cas de détection de déchets radioactives

En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées.

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de $1 \mu\text{Sv/h}$.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

CHAPITRE 7.5 MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

ARTICLE 7.5.1. LISTE DES MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.6 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

ARTICLE 7.6.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

ARTICLE 7.6.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.6.4. RESERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

ARTICLE 7.6.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.6.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.6.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

ARTICLE 7.6.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

ARTICLE 7.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.7.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 400 m³. Elle est mise en place à proximité des alvéoles en exploitation, à l'intérieur de l'exploitation. Ce bassin est plein d'eau en permanence et nettoyé une fois par an ;
- le bassin tampon situé dans l'enceinte sur la limite sud-ouest du site constitue également une réserve d'eau mobilisable et accessible ;
- Une réserve de terre de 500 m³ est utilisable en permanence sur le site, à l'endroit prévu dans le plan d'exploitation. Ce plan est constamment disponible dans le bureau du gardien.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement. Notamment 2 extincteurs à poudre et polyvalents de 6 kg sont mis à disposition dans le local de gardiennage. Tous les engins d'exploitation sont munis d'extincteurs.

Des plates formes de superficie minimale de 32 m² sont aménagées près de chacune des 2 réserves d'eau suslistées pour permettre la mise en aspiration aisée des engins d'incendie. La hauteur géométrique d'aspiration n'est pas supérieure à 6 mètres avec 8 mètres de tuyaux d'aspiration. Les plates formes sont convenablement entretenues et praticables en toute circonstance et en tout temps.

ARTICLE 7.7.4. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, notamment à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Les consignes sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 7.7.5. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

ARTICLE 7.7.6. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Article 7.7.6.1. Bassin de confinement et bassin d'orage

Le site doit être en rétention et isolé de l'extérieur afin d'éviter que les eaux d'extinction d'un incendie ne polluent l'extérieur du

site par débordement des capacités de rétention internes.

Le confinement des eaux d'extinction s'effectue soit dans les bassins de lixivats ($1\ 600\ \text{m}^3$) soit dans le bassin d'eaux pluviales du site ($11\ 820\ \text{m}^3$). L'exploitant établit une gestion du volume de ces bassins afin que ceux-ci puissent accueillir à tout moment les eaux consécutives à un incendie et les eaux pluviales.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AU CENTRE DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX

ARTICLE 8.1.1. CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS

Article 8.1.1.1. Information préalable – certificat d'acceptation préalable

Avant d'admettre un déchet dans une installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la collectivité de collecte ou au détenteur, une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins 2 ans par l'exploitant.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

Pour tous les déchets pour lesquels l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe au moins un critère d'admission préalable. Ce certificat est délivré par l'exploitant au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent.

Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable des déchets.

Article 8.1.1.2. Contrôle du déchet à l'entrée du site

Toute livraison de déchets doit faire l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable,
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site comportant au minimum la nature, l'origine et les quantités des déchets reçus, la date ainsi que la signature ou le cachet de l'exploitant,
- d'un contrôle visuel du chargement,
- d'un pesage,
- d'un contrôle de la radioactivité,
- d'un contrôle visuel à la mise en place du déchet.

En cas de non-conformité avec les données figurant sur l'information préalable ou le certificat d'acceptation préalable, et avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions et des refus qui stipule :

- les quantités et les caractéristiques des déchets,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte,
- le nom du transporteur, le numéro d'immatriculation,
- le poids des déchets,
- la date et l'heure de réception, le résultat des éventuels contrôles d'admission.

L'exploitant informe régulièrement l'inspection des installations classées des cas de refus de déchets.

ARTICLE 8.1.2. CONDITIONS D'AMENAGEMENT DES ALVEOLES

Article 8.1.2.1. Constitution des alvéoles

L'aménagement et l'exploitation du site ont commencé par l'Ouest et progressent tranche par tranche en direction de la RD20. Chaque tranche est subdivisée en alvéoles de superficie 5 000 m², matérialisées par des digues intermédiaires constituées de matériaux inertes.

La hauteur maximale de comblement est de 18 m (237 m NGF) et doit respecter le plan topographique final et les coupes annexées au dossier initial de demande d'autorisation.

Dans chaque alvéole, est mis en place un système d'étanchéité-drainage qui est constitué par :

- une barrière de sécurité passive :

Une couche d'argile d'une épaisseur de 1 mètre après compactage et ayant une perméabilité inférieure à 1.10⁻⁹ m/s est mise en place en fond de la zone à exploiter. Cette couche peut être remplacée par un dispositif ayant les mêmes caractéristiques. La proposition du dispositif de remplacement ou les résultats de la mesure

de la perméabilité de la couche sont transmises à l'inspection des installations classées, avant mise en place des déchets.

Le substratum présent sous la couche précitée doit présenter une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 5 mètres.

- une barrière de sécurité active :

Sur le fond, les flancs et les diguettes de séparation de chaque alvéole est mise en place une géomembrane étanche de 2 mm d'épaisseur compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

Le dispositif d'étanchéité fait l'objet d'une vérification par un bureau de contrôle agréé et l'avis du bureau de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées. L'ensemble du dispositif étanchéité-drainage de chaque alvéole est réceptionné par l'inspection des installations classées.

Sur les flancs de la zone d'exploitation, la barrière de sécurité passive est renforcée, jusqu'à une hauteur de 2 m par rapport au fond, par une couche d'argile d'une épaisseur de 1 mètre, mesurée perpendiculairement à la pente des flancs, et ayant une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s.

Au sens de l'article 266 nonies du code des douanes, certaines alvéoles peuvent être exploitées en mode bioréacteur. A ce titre, une alvéole exploitée en casier bioréacteur doit :

- être équipée dès sa construction des équipements de captage du biogaz définis au chapitre 3.2 du présent arrêté préfectoral ;
- être équipée dès sa construction des équipements de réinjection des lixiviats, et notamment des équipements mobiles de type citerne permettant le mouillage à l'avancement ;
- la durée d'utilisation de l'alvéole doit être inférieure à 18 mois ;
- l'alvéole doit être raccordée au dispositif de valorisation du biogaz mentionné au chapitre 3.2 du présent arrêté préfectoral.

Les flancs des alvéoles exploitées en casiers bioréacteurs sont séparés des alvéoles précédentes et suivantes par un parement constitué d'un film géo-synthétique soudé ou tout autre moyen équivalent, limitant les échanges de lixiviats, de biogaz et les entrées d'air lors du dégazage à l'avancement. Pour tenir compte des tassements, ces films ne sont pas soudés à la barrière de sécurité active ni à des points fixes.

Article 8.1.2.2. Collecte et stockage des lixiviats

La mise en place de l'étanchéité-drainage d'une alvéole est la suivante :

- pente de 2% sur les deux côtés de l'alvéole ;
- création d'une couche support pour matériaux d'apport ou par un géotextile ;
- géomembrane PEHD de 2 mm, conforme à la norme NF P 84-500 ;
- géotextile de protection au dessus de la géomembrane.

Le fond de l'alvéole est drainé par un drain de diamètre 180 mm. Au dessus du dispositif d'étanchéité, des matériaux drainants (diamètre 20 à 40 mm) d'épaisseur 50 cm minimum ou tout dispositif équivalent sont posés afin de favoriser la bonne évacuation des lixiviats dans le réseau. Les collecteurs principaux sont de diamètre 200 mm. Chaque alvéole est équipée d'un regard. La géomembrane est ancrée en tête de talus des alvéoles.

Les lixiviats sont dirigés vers un double bassin de stockage, d'une capacité totale de 1 600 m³, étanchéifié artificiellement, puis évacués vers la station d'épuration de la ville de Bourges.

En cas de défaillance du système d'évacuation gravitaire des lixiviats, ceux-ci peuvent être pompés au niveau des regards de visite.

Il est interdit à l'exploitant de rejeter les lixiviats dans le milieu naturel.

Article 8.1.2.3. Drainage et collecte du biogaz

8.1.2.3.1 Casiers généraux

Les alvéoles terminées sont aussitôt recouvertes par une épaisseur de 30 cm de matériaux argileux pour éviter la propagation à l'air libre du biogaz.

Un réseau de drainage et de traitement du biogaz est mis en place, au plus tard un an après le comblement des alvéoles par les déchets, avec des drains horizontaux, pour des faibles hauteurs de déchets et avec des puits verticaux pour des couches de déchets plus importantes. Ces installations sont reliées à des collecteurs puis aux installations de valorisation du biogaz. Ces drains sont en PEHD entourés par un massif drainant et protégés par un géotextile sur le dessus.

Les puits verticaux, constitués de tubes PEHD à fentes, sont entourés d'un massif drainant et la tête du puits est maçonnée.

La torchère destinée à la combustion du gaz est implantée de façon à éviter l'incidence du panache de gaz brûlés pouvant contenir de l'anhydride sulfureux sur la végétation arbustive en périphérie du site.

L'exploitant peut mettre en place, après avis de l'inspection des installations classées, un système de drainage différent prenant en compte les dernières évolutions technologiques.

En cas de tassements notables (supérieurs à 1 mètre) entre le réaménagement provisoire d'une alvéole et son réaménagement final, l'exploitant procède au rattrapage de la cote projet par comblement complémentaire avec des déchets. La durée de comblement complémentaire est enregistrée et reportée sur le plan d'exploitation.

8.1.2.3.2 Casiers bioréacteurs

Les alvéoles exploitées en casiers bioréacteurs sont équipées d'un système de drainage du biogaz à l'avancement par raccordement au réseau de dégazage des drains présents en fond d'alvéole dans le massif drainant.

Autant que de besoin pour optimiser la collecte du biogaz, des drains horizontaux sont posés à l'avancement dans le massif de déchet et raccordés au réseau de dégazage.

Le réaménagement provisoire d'une alvéole intervient dès la fin de son exploitation. Lors de la couverture de l'alvéole, les équipements de dégazage sont complétés par des puits de captage verticaux. Le réseau de drainage du biogaz ainsi constitué est relié aux équipements de valorisation du biogaz.

Dans le cas d'une alvéole exploitée en casier bioréacteur, la durée du comblement complémentaire mentionnée au point 8.1.2.3.1 du présent arrêté est intégrée à la durée d'utilisation de l'alvéole, sans l'amener à dépasser 18 mois.

ARTICLE 8.1.3. REGLES GENERALES D'EXPLOITATION

L'exploitation commencera par l'ouest du site afin de conserver le talweg central et de planter des haies le long de la RD20.

Les résidus sont mis en décharge par couches horizontales successives dans les alvéoles spécialement aménagées d'une superficie d'environ 5 000 m².

Les déchets sont nivelés et compactés le jour même de leur arrivée sur le site et au plus tard le lendemain en cas d'indisponibilité du matériel.

En l'absence de compacteur type « pied de moulin », les déchets sont recouverts le jour même de leur mise en place par des matériaux inertes tels que terres ou gravats, sur une épaisseur de 20 cm. Dans le cas contraire, une couche hebdomadaire de matériaux inertes de 10 cm d'épaisseur recouvre les déchets.

Un filet mobile d'une hauteur minimale de 3 mètres est installée autour de la zone en cours d'exploitation pour éviter les envols.

Afin d'éviter tout envol durant les périodes à risques d'envols (périodes de forts vents) ou dès la manifestation d'envols à partir de la zone en exploitation, un recouvrement de la zone en exploitation est effectuée avec des matériaux inertes et au minimum 2 fois par semaine.

Une quantité de matériaux de recouvrement doit toujours rester disponible et être au moins égale à celle utilisée pour 15 jours d'exploitation.

Le dépôt est suffisamment compact pour ne pas comporter de vides importants ou nombreux pouvant former cheminée.

Il ne peut être exploité qu'une seule alvéole par catégorie de déchets. La mise en exploitation de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement de l'alvéole n-1 qui peut être soit un réaménagement final si la cote maximale autorisée est atteinte, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire dans le cas d'alvéoles superposées.

Avant chaque mise en exploitation d'une alvéole, cette dernière est réceptionnée en présence de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant s'assure de la stabilité de la masse de déchets, des talus et digues et prend toutes mesures nécessaires (compactage, etc.) pour éviter les risques de glissement et d'éboulement, notamment dans les zones de circulation d'engins ou de camions. De même, il revient à l'exploitant d'éviter toute fragilisation du dispositif d'étanchéité drainage lors de la mise en place des déchets.

Un relevé topographique du site doit être réalisé conformément à l'article 3 du décret n°95-1027 du 18 septembre 1995 modifié relatif à la taxe sur le traitement et le stockage des déchets. Ce relevé, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans. Une copie de ce relevé et de ce document est adressé à l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées faisant apparaître :

- l'emprise générale du site et de ses aménagements,
- la zone à exploiter ainsi que les zones réaménagées,
- les alvéoles exploitées en casiers bioréacteurs, leurs périodes d'utilisation, les ouvrages de captage du biogaz et de réinjection des lixiviats,
- l'emplacement des points de rejet et des piézomètres,
- les niveaux topographiques des terrains,
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones exploitées,
- l'emplacement des casiers et des alvéoles de la décharge ainsi que leurs durées d'exploitation,
- la nature, quantité et hauteur de déchets stockés par alvéoles,
- le schéma de collecte des eaux, des bassins et des ouvrages et installations de traitement correspondantes,
- les schémas de collecte de biogaz et des installations de traitement correspondantes,
- un état des garanties financières éventuellement en vigueur.

En particulier, un schéma de collecte des eaux est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur la zone d'exploitation.

ARTICLE 8.1.4. SYSTEME D'ASPERSION DES LIXIVIATS OU MOUILLAGE A L'AVANCEMENT

L'exploitant est autorisé à mettre en place un système d'aspersion de lixiviats prétraités sur les casiers en cours d'exploitation afin de limiter les éventuels départs d'incendie d'une part et de l'amélioration de la production de biogaz d'autre part. Cette opération de recirculation (mouillage à l'avancement par citerne, tranchées d'infiltration, pendant l'exploitation ou après couverture des déchets) ne doivent pas altérer les équipements de collecte et de stockage des lixiviats, ni la stabilité de installations. Elle ne doit pas générer de ruissellements, d'odeurs ou d'aérosols.

Cette technique doit être limitée à l'humidification de la couche supérieure du massif de déchets en vue de limiter les éventuels départs d'incendie et d'améliorer la production de biogaz. Elle est pratiquée en cohérence avec les éléments du bilan hydrique.

Un dispositif de comptage du volume des lixiviats est alors mis en place. En aucun cas, la hauteur de lixiviats en fond d'alvéoles de stockage ne dépasse 30 cm. La durée d'aspersion est limitée à 2 heures par jour, en fin de journée.

La recirculation des lixiviats fait l'objet d'un suivi consigné dans un registre. Ce suivi porte sur :

- nature des lixiviats recirculés (bruts, prétraités) ;
- pH ;
- conductivité ;
- quantité quotidienne recirculée par alvéole ou tranchées d'infiltration (mesurée au moyen d'un niveau sur la citerne ou par installation d'un compteur en cas de canalisations fixes) ;
- données nécessaires au calcul du bilan hydrique annuel.

Un point régulier, et a minima trimestriel, de l'impact de cette technique sur la production de biogaz (vitesse de production, qualité) et sur la production de lixiviats (durée de percolation, qualité, bilan hydrique, densité à la mise en place des déchets) est adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

En cas de nuisances particulières dans l'environnement (aérosol, nuisances olfactives, etc.), cette opération est interrompue et l'exploitant en informe l'inspection des installations classées avec les mesures qu'il compte prendre pour les réduire.

ARTICLE 8.1.5. TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Après avoir été stockés dans 2 bassins d'un volume total de 1600 m³, les lixiviats sont transportés par camion citerne vers la station d'épuration de la ville de Bourges pour y être traités.

L'acceptation à la station fait l'objet d'une convention entre la ville de Bourges et la société SETRAD ; cette convention fixe les caractéristiques des effluents pouvant être acceptés sur la station d'épuration. Sans préjudice des conditions prévues par la convention, les lixiviats doivent respecter au minimum les valeurs limites suivantes, pour être admis sur la station d'épuration :

Paramètres	Valeur limite admissible
Métaux totaux*	< 15 mg/l
Dont : Cr ⁶⁺	< 0,1 mg/l
Cd	< 0,01 mg/l
Pb	< 0,5 mg/l
Hg	< 0,01 mg/l
As	< 0,1 mg/l
Fluorures	< 15 mg/l
CN libres	< 0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l
AOX	< 2 mg/l

* : les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants :
Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

En cas de dépassement de ces valeurs, l'exploitant met en œuvre un prétraitement spécifique. Des analyses sont réalisées pour s'assurer de l'efficacité du traitement et de la conformité des lixiviats avant leur transport en station. A défaut, l'exploitant fait traiter les lixiviats non conformes dans une installation autorisée, adaptée à la qualité et à la quantité des lixiviats à traiter, et après avis de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant peut mettre en place, après avis de l'inspection des installations classées, un système de traitement différent prenant en compte les dernières évolutions technologiques.

ARTICLE 8.1.6. AUTOSURVEILLANCE

Article 8.1.6.1. Autosurveillance des eaux souterraines

Une autosurveillance des eaux souterraines est réalisée par l'exploitant conformément à l'article 9.2.3.1 du présent arrêté.

Le niveau des eaux souterraines est mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés. L'inspection des installations classées peut exiger le dosage d'autres éléments. Des prélèvements et des analyses non programmées peuvent être demandés.

Les prélèvements d'échantillons sont effectués conformément à la norme « Prélèvements d'échantillons – eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 », et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyse sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les prélèvements pour analyse sont exécutés par un organisme soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à 30 ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période du suivi. Les piézomètres sont conservés en bon état et les eaux de la nappe continuent à être contrôlées à être contrôlées après la fin de l'exploitation et cela pendant 30 ans.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspecteur des installations classées, les analyses périodiques effectuées sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et une surveillance renforcée.

L'exploitant adresse à une fréquence déterminée par l'inspecteur des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Article 8.1.6.2. Surveillance des eaux superficielles

Une autosurveillance des eaux superficielles est réalisée par l'exploitant conformément à l'article 9.2.3.1 du présent arrêté.

Préalablement à la mise en dépôt de tout déchet et ensuite une fois par an, une analyse complète semblable à celle effectuée sur les eaux souterraines, mentionnée précédemment, est réalisée.

De même, le volume et la composition des eaux de ruissellement « internes » dans le bassin tampon sont analysées trimestriellement. Pour les deux exutoires de la tranchée drainante, seuls le pH et la résistivité sont mesurés trimestriellement.

Par ailleurs, une analyse de référence de la qualité du Barangeon est réalisée. En cas de dégradations constatées sur la qualité des eaux de l'affluent du Barangeon, un programme de suivi du Barangeon peut être exigé. Les résultats de l'analyse de référence doivent être conservés jusqu'à la fin de vie du site.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins 5 ans.

En cas d'anomalie, une analyse complète peut être demandée par l'inspection des installations classées.

Article 8.1.6.3. Surveillance des rejets liquides

Un relevé mensuel de la quantité des lixiviats rejetés est réalisé.

Sans préjudice des analyses prévues par la convention de rejets, les lixiviats font l'objet d'analyses trimestrielles conformément à l'article 9.2.3.1 du présent arrêté.

Dans le cas du raccordement à la station d'épuration de la ville de Bourges, la surveillance est réalisée à la sortie de l'installation de stockage ou à l'arrivée sur le site de traitement avant tout mélange avec d'autres effluents, notamment afin de vérifier la traitabilité effective de l'effluent dans la station d'épuration.

Les fréquences de ces analyses peuvent être modifiées à l'initiative de l'inspection des installations classées si l'évaluation des données montre que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins 5 ans.

Article 8.1.6.4. Suivi du bilan hydrique

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation : pluviométrie ; température ; ensoleillement ; humidité relative de l'air ; direction et force des vents ; relevé de la hauteur d'eau dans les puits ; quantités d'effluents recirculés et rejetés.

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

Article 8.1.6.5. Suivi du biogaz

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les volumes de biogaz produits et les quantités brûlées.

L'exploitant réalise mensuellement des analyses de la composition du biogaz, portant sur les paramètres suivants :

- CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

Ces résultats sont reportés sur le registre et transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Si, au cours de la première année de captage du biogaz, l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence des analyses peut être adaptée après avis de l'inspecteur des installations classées. Les paramètres CH₄, CO₂ et O₂ sont mesurés alors au moins trimestriellement et H₂O, H₂S et H₂ annuellement.

Article 8.1.6.6. Valeurs limites des rejets atmosphériques

Les rejets issus de la combustion du biogaz doivent respecter les valeurs limites précisées à l'article 3.2.4 du présent arrêté.

La température de combustion doit être au moins de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde et doit être mesurée en continu.

Article 8.1.6.7. Surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant réalise un contrôle semestriel des rejets atmosphériques portant sur les concentrations en SO₂ et CO conformément à l'article 9.2.1.1 du présent arrêté. La fréquence de ce contrôle peut être augmentée à l'initiative de l'inspecteur des installations classées.

La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

L'exploitant fait procéder annuellement, par un organisme extérieur, à l'analyse des émissions en SO₂, CO, HCl et HF issues du dispositif de combustion.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.

ARTICLE 8.1.7. COUVERTURE DES PARTIES COMBLEES

Dès la fin de comblement d'une alvéole, une couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage.

Dans le cas de déchets biodégradables, une couverture provisoire est disposée dans l'attente de la mise en place du réseau de drainage du biogaz prescrit au chapitre 3.2 du présent arrêté. Dès la réalisation de ce réseau, une couverture finale est mise en place. Cette couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets.

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation prévu à l'article 8.1.3 du présent arrêté.

La couverture finale comprend de haut en bas au minimum :

- une couche de 60 à 80 cm de terre végétale ou de terres amendées constituées de limons autochtones mélangés à des composts matures ;
- une couche de matériaux drainants ou dispositifs équivalents afin d'éviter la stagnation des eaux pluviales infiltrées ;
- un mètre d'argile sableuse compactée ;
- une couche de matériaux drainants ou dispositifs équivalents de captage des émanations gazeuses.

L'ensemble de la couverture finale est revégétalisé avec des pièces autochtones, adaptées aux conditions de vie du milieu environnant dans le but de rétablir un biotope similaire à celui de l'état initial.

Dès la mise en place de la couche de terre végétale, un mélange de prairie est constitué afin de limiter le perçage éventuel du géotextile par les systèmes racinaires. L'exploitant doit s'assurer de la bonne croissance de cette prairie et éviter ainsi la formation d'arbres.

ARTICLE 8.1.8. GESTION DU SUIVI APRES EXPLOITATION

Article 8.1.8.1. Plan du site après couverture

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan de couverture, à l'échelle 1/2500, accompagné de plans de détail à l'échelle 1/500, qui présentent :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossé de collecte, tranchée drainante, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du biogaz, torchères...);
- la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...);
- la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent ;
- les aménagements réalisés, dans leur nature et leur étendue.

Ces plans complètent le plan d'exploitation auquel ils sont progressivement incorporés pour donner lieu à un plan du site après couverture.

Article 8.1.8.2. Premier programme de suivi après exploitation

Pour toute partie couverte, un premier programme de suivi est réalisé pendant une durée minimale de 5 ans et comprend :

- le contrôle, au moins tous les mois, du fonctionnement du système de drainage des lixiviats, et de l'élimination de ces effluents ;
- le contrôle, au moins tous les 3 mois, du système de captage du biogaz et la réalisation des mesures prévues aux articles 8.1.6.5 et 8.1.6.7 du présent arrêté ;
- le contrôle, au moins tous les 3 mois, de la qualité des eaux souterraines conformément aux prescriptions de l'article 8.1.6.1 du présent arrêté ;
- le contrôle, au moins tous les 6 mois, de la qualité des eaux superficielles conformément aux prescriptions de l'article 8.1.6.2 du présent arrêté ;
- le contrôle, au moins tous les 3 mois, de la qualité des effluents conformément aux prescriptions de l'article 8.1.6.3 du présent arrêté ;
- l'entretien régulier du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal) ;
- les observations géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques et le maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

Le contenu de ce premier programme de suivi pourra faire l'objet d'une modification par arrêté préfectoral complémentaire.

A l'issue de ce premier programme de suivi, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la couverture. L'inspection des installations classées peut alors proposer une modification du programme de suivi qui fera alors l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Article 8.1.8.3. Second programme de suivi

Un second programme de suivi est défini selon les mêmes modalités pour une période complémentaire prévisionnelle d'au moins 25 ans. Ce programme pourra être suspendu ou révisé en cas de cessation définitive de l'exploitation.

Article 8.1.8.4. Mise en place de servitudes d'utilité publique

Conformément aux articles L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 du code de l'environnement, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à insinuer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article R.512-74 du code de l'environnement.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captages et de traitement du biogaz, des

moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

Article 8.1.8.5. Cessation définitive du suivi de l'installation

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier établi selon le modèle du dossier prévu à l'article R.512-74 du code de l'environnement.

L'exploitant remet également au préfet un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières ainsi que tout élément technique pertinent pour justifier la levée de ces garanties ou leur réduction.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évacuation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 8.2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A LA PLATE-FORME DE COMPOSTAGE

ARTICLE 8.2.1. AMENAGEMENTS

Article 8.2.1.1. Implantation de la plate-forme de compostage :

Une plate-forme de compostage, d'une superficie totale de 12 200 m², est implantée au Nord-Ouest du site de stockage sur la parcelle n° 175, section A.

L'installation est constituée :

- d'une aire de réception/tri/contrôle des déchets végétaux entrants,
- d'une aire de broyage des déchets végétaux,
- de deux fosses couvertes de réception des matières fermentescibles, sur une surface de 100 m²,
- d'une aire dédiée à la fermentation,
- d'une aire dédiée à la maturation du compost,
- d'une aire d'affinage/criblage,
- d'une aire de stockage des composts.

L'ensemble des aires concernant le procédé de compostage de la réception des matières à la phase de criblage sont rassemblées sur une plate-forme de superficie de 7 000 m² située en contre-bas, à l'ouest de la piste d'exploitation du CÉT. Cette plate-forme est revêtue d'un enrobé étanche.

L'aire de stockage des composts est située au niveau de l'ancienne plate-forme de broyage, sur une alvéole déjà exploitée en déchets sur laquelle ont été mis en place une épaisseur d'1 m d'argile compactée et un revêtement bicouche constitué de goudron et de gravillons.

Article 8.2.1.2. Dimensionnement des aires

Les aires définies à l'article 8.2.1.1 doivent être suffisamment dimensionnées par rapport à la nature et au tonnage des produits entrant, au type de procédés mis en œuvre et à la qualité de compost recherchée.

Article 8.2.1.3. Règles d'implantation de la plate-forme de compostage

L'ensemble des aires mentionnées à l'article 4.1.1 sont situées à au moins huit mètres des limites de propriété du site.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site.

Article 8.2.1.4. Accessibilité et risque d'incendie

Les différentes zones de l'installation telles que définies à l'article 8.2.1.1 doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

Article 8.2.1.5. Aménagements préventifs à la pollution des eaux

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales au niveau des aires visées à l'article 8.2.1.1.

Les sols des aires définies à l'article 8.2.1.1 sont étanches.

La plate-forme sur laquelle sont mis en œuvre les procédés de compostage est affectée d'une double pente de 1 à 2% assurant la circulation des eaux vers un point bas où est réalisé un bassin de rétention.

La plate-forme qui est dédiée au stockage du produit fini présente également une pente de 1 à 2% et est hydrauliquement reliée à ce bassin grâce à un collecteur traversant le chemin d'exploitation du CÉT.

Le bassin de rétention est étancho et présente un volume de 2 250 m³.

Il permet de confiner les eaux résiduaires polluées, et notamment les eaux ayant ruisselé sur les plates-formes, les eaux de procédé éventuelles, y compris les eaux d'extinction d'incendie.

Le bassin est muni d'une pompe de relevage reliée à un réseau d'arrosage permettant l'humidification des andains lors de la phase de fermentation.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié conformément à l'article 8.2.4.2 du présent arrêté.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduits que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter un débordement de ce bassin.

En cas d'excédent, ces eaux peuvent être traitées en station d'épuration dans les conditions de l'article 8.2.4.2 du présent arrêté. L'acceptation des eaux résiduaires à la station fait l'objet d'une convention ; cette convention peut fixer les caractéristiques des effluents admissibles.

Les dispositions sont prises pour que ces eaux de ruissellement n'entraînent pas d'éléments solides.

Dans le cadre de l'autosurveillance du centre d'enfouissement technique, les eaux superficielles et les eaux souterraines sont régulièrement analysées, et au minimum tous les 6 mois.

ARTICLE 8.2.2. CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS

Article 8.2.2.1. Cahier des charges et information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant élabore un cahier des charges définissant la qualité des déchets admissibles. En vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au fournisseur du déchet une information préalable sur la nature et l'origine de ce déchet, et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

Dans le cas de boues d'épuration, l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à la production de boues,
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit,
- une caractérisation de ces boues au regard des éléments figurant à l'article 8.2.2.2. du présent arrêté et de ceux pouvant intervenir dans le procédé, réalisée selon la fréquence indiquée à l'article 8.2.2.3.

Pour être admises sur le site, les matières réceptionnées doivent être pelletables (teneur en matière sèche supérieur à 10 %), exemptes d'éléments indésirables et présenter un intérêt agronomique certain.

Les boues provenant de stations d'épuration traitant des effluents d'abattoir ou d'usines d'équarrissage ne sont pas admissibles.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées, le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.

Article 8.2.2.2. Critères d'acceptation des matières fermentescibles

Avant toute acceptation, une analyse initiale des matières premières fermentescibles est réalisée par un laboratoire extérieur agréé.

Les matières réceptionnées doivent respecter les seuils d'innocuité suivants :

Eléments	mg / kg de MS
Cadmium	10
Chrome	1 000
Cuivre	1 000
Mercuré	10
Nickel	200
Ploomb	800
Zinc	3 000
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4 000
Total 7 principaux PCB *	0,8
Fluoranthène	5
Benzo (b) fluoranthène	2,5
Benzo (a) pyrène	2

* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.

Article 8.2.2.3. Fréquence d'analyse des matières premières fermentescibles

Les matières fermentescibles réceptionnées sur le site sont régulièrement échantillonnées et font l'objet d'au moins une analyse annuelle.

En fonction du risque de fluctuation dans le temps de la composition de ces matières premières, l'inspecteur des installations classées peut demander des analyses plus fréquentes.

En ce qui concerne les boues de station d'épuration reçues, la fréquence de contrôle est renforcée. Le nombre d'analyses annuelles dépend du tonnage des boues reçues et de leur siccité.

- Nombre d'analyses de boues lors de la première année :

Tonnes de matière sèche fournie	<32	32 à 160	161 à 480	481 à 800	801 à 1600	1601 à 3200	3201 à 4800	>4800
Valeur agronomique	4	8	12	16	20	24	36	48
As, B	-	-	-	1	1	2	2	3
Éléments traces	2	4	8	12	18	24	36	48
Composés organiques	1	2	4	6	9	12	18	24

- Nombre d'analyses de boues en routine dans l'année :

Tonnes de matière sèche fournie	<32	32 à 160	161 à 480	481 à 800	801 à 1600	1601 à 3200	3201 à 4800	>4800
Valeur agronomique	2	4	6	8	10	12	18	24
Éléments traces	2	2	4	6	9	12	18	24
Composés organiques	1	2	2	3	4	6	9	12

La fréquence d'analyse est validée avec l'inspection des installations classées, lors de l'acceptation préalable en fonction du tonnage et de la siccité exacte des boues qui sont réceptionnées.

ARTICLE 8.2.3. PRESCRIPTIONS D'EXPLOITATION

Article 8.2.3.1. Registre entrée-sortie et documents

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour compostage donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues,
- l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante,
- la nature et les caractéristiques des matières reçues.

Les livraisons refusées sont également mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

Les mouvements de composts font l'objet d'un enregistrement indiquant au minimum :

- la date, la quantité enlevée et les caractéristiques du compost (analyses) par rapport aux critères spécifiés aux articles 8.2.3.5 et 8.2.3.6 et la référence du lot correspondant,
- l'identité et les coordonnées du client.

Ces données sont archivées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-1 du code rural.

Un bilan de la production de compost est établi annuellement, avec indication de la production journalière correspondante, et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-1 du code rural.

Article 8.2.3.2. Conditions de stockage

Le stockage des matières premières et des composts doit se faire de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet définies dans l'article 8.2.1.1.

Tout stockage extérieur, même temporaire, de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit. En particulier, les matières fermentescibles et les boues de station d'épuration sont réceptionnées au niveau de deux fosses couvertes, sur une surface de 100 m².

Le volume maximal de boue stockée est de 40 m³ par fosse. La durée de stockage n'exécède pas 48 heures.

Un stock tampon de végétaux broyés est maintenu en permanence pour permettre le mélange avec les matières fermentescibles dès leur arrivée.

La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3 mètres, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

Cette règle s'applique également au stockage en andains.

En ce qui concerne le stockage des composts sur le site, celui-ci doit être inférieur à 1 an.

Article 8.2.3.3. Propreté

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes, des oiseaux et des rongeurs, (dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces) et pour éviter la prolifération de mauvaises herbes sur le tas de compost, et ce sans altération de celui-ci. Les factures éventuelles des produits raticides sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 2 ans.

Article 8.2.3.4. Contrôle et suivi du procédé

8.2.3.4.1 Gestion par lots :

La gestion doit se faire par lots séparés de fabrication. Un lot correspond à une quantité de compost fabriquée ou produite dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication...).

En particulier, un lot correspond à environ un mois de réception d'une matière fermentescible de même origine.

Ponctuellement, lorsque la taille de certains lots de boues ne permet pas de réaliser un lot de compost issu de boues de même provenance, le mélange de boues d'origines différentes est autorisé.

Chacun de ces lots est contrôlé avant le mélange afin de s'assurer de sa conformité à l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002.

Un échantillon de chaque boue est conservé jusqu'à ce que le lot de compost correspondant soit jugé conforme.

Des mélanges avec d'autres types de déchets peuvent être envisagés après avis de l'inspecteur des installations classées, au cas par cas, après examen de l'information préalable et des caractéristiques des matières.

Chaque lot doit être identifiable à tout moment sur le site, à n'importe quelle phase de production.

8.2.3.4.2 Procédé de traitement :

Dès leur arrivée sur le site et au maximum 48 heures après leur arrivée, les matières fermentescibles sont mélangées avec des déchets verts broyés stockés. Elles sont alors placées en pré-fermentation le temps de constituer un lot de matière. Le lot de matière subira alors 1 mois et demi de fermentation en ventilation pilotée avec contrôle de la température.

L'aire de fermentation permet d'accueillir 6 andains de 3 mètres de haut maximum qui font l'objet de deux retournements.

Le compost fait l'objet ensuite de 2 à 3 mois de maturation avant la phase d'affinage et le passage dans un crible de maille 20 ou 30 mm.

A l'issue de la phase d'affinage, les refus peuvent être re-incorporés en tête de traitement. Si ceux-ci contiennent trop de matériaux indésirables, ils sont évacués sur le centre d'enfouissement technique.

8.2.3.4.3 Suivi du procédé :

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage, et en particulier : mesures de température, contrôle de l'oxygène, rapport C/N (carbone/azote), humidité, dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains.

Les mesures de température sont réalisées à une fréquence au moins hebdomadaire.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans.

Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Article 8.2.3.5. Suivi de la qualité du produit

On distingue dans cet article les composts comportant des boues d'épuration, des composts dits « végétaux ».

Chaque lot de compost produit fait l'objet de prélèvement d'échantillon, à l'issue de la phase d'affinage, pour analyse.

Ces prélèvements permettent de s'assurer de l'innocuité du produit, de vérifier sa conformité éventuelle avec une norme d'application obligatoire ou de déterminer s'il répond aux exigences de l'article 8.2.5.2.2. en ce qui concerne l'épandage.

8.2.3.5.1 Compost de boues :

En ce qui concerne les composts de boues, les paramètres analysés sont les suivants :

→ Paramètres déclarables :

- matière sèche (%); matière organique (%),
- pH,
- azote total; azote organique,
- rapport C/N,

- phosphore total (en P_2O_5), potassium total (en K_2O), calcium total (CaO), magnésium total (en MgO) [(pour les teneurs minimales de 0,5 % (pourcentage en masse de produit brut)],
- la composition granulométrique (% MS),
- les résultats de test de minéralisation de l'azote et du carbone, et du fractionnement biochimique et estimation de la stabilité biologique de la matière organique (analyse annuelle suivant normes en cours).

→ Éléments de traces :

- Arsenic.
- Cadmium.
- Chrome.
- Cuivre.
- Mercure.
- Nickel.
- Plomb.
- Sélénium.
- Zinc.

→ Composés traces organiques :

- Total 7 PCB.
- Fluoranthène.
- Benzo(b)fluoranthène.
- Benzo(a)pyrène.

→ Micro-organismes d'intérêt sanitaire :

- *Escherichia coli*.
- *Clostridium Perfringens*.
- Entérocoques.
- Œufs d'Helmintes viables.
- *Listeria monocytogène*.
- Salmonelles.

8.2.3.5.2 Compost NFU 44 051 :

En ce qui concerne les composts NFU 44 051, les paramètres analysés sont les suivants :

→ Paramètres déclarables :

- matière sèche (%) ; matière organique (en %),
- pH (H₂O),
- azote total,
- phosphore total (en P_2O_5), potassium total (en K_2O), calcium total (CaO), magnésium total (en MgO) [pour les teneurs minimales de 0,5 % (pourcentage en masse de produit brut)].

→ Éléments traces :

Idem compost de boues.

→ Composés traces organiques :

Conformément à la norme NFU 44 051.

→ Micro-organismes d'intérêt sanitaire :

Conformément à la norme NFU 44 051.

8.2.3.5.3 Fréquence d'analyses

Lors de la première année d'exploitation, l'ensemble des paramètres est analysé sur chaque lot produit.

Seuls les tests de minéralisation de l'azote et du carbone, et du fractionnement biochimique et estimation de la stabilité biologique de la matière organique (suivant norme en vigueur) sont effectués une fois par an.

Si après la première année d'exploitation, les analyses effectuées ne font pas apparaître de non-conformité, la fréquence des analyses sur les éléments traces, les composés traces organiques ainsi que sur les paramètres bactériologiques peut être réduite et ramenée à une analyse trimestrielle pour chaque type de compost, et ce après avis de l'inspection des installations classées.

Les paramètres analysés ainsi que les fréquences d'analyses peuvent être modifiées, après avis de l'inspecteur des installations classées, pour être rendus compatibles avec les normes de composts applicables (nouvelle norme, révision...).

L'ensemble de ces analyses doit être archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans.

Article 8.2.3.6. Utilisation du compost

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture (voir également article 8.2.5).

Pour pouvoir être utilisé comme matière première pour fabriquer une matière fertilisante ou un support de culture, le compost produit doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans l'article 8.2.2.2 du présent arrêté.

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, la matière fertilisante ou le support de culture ainsi obtenu, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural relatives à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural.

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions en matière d'épandage décrites à l'article 8.2.5.

Le compost produit est utilisé en priorité pour la revégétalisation du centre d'enfouissement technique et commercialisé conformément à la réglementation en vigueur sur les matières fertilisantes.

ARTICLE 8.2.4. PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX :

Article 8.2.4.1. Consommation et prélèvements en eau

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau, sans compromettre le bon déroulement du compostage.

Les installations éventuelles de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

Article 8.2.4.2. Rejets

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Sans préjudice des autorisations de déversement dans le réseau public (art. L.1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

8.2.4.2.1 Rejet dans le milieu naturel :

Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration), les objectifs de qualité des cours d'eau doivent être pris en compte quand ils existent. Au minimum, les rejets ne peuvent dépasser les valeurs suivantes :

pH (NF T 90-008)	5,5 – 8,5	Phosphore total, exprimé en P	10 mg/l
Température	30°C	Hydrocarbures totaux (NF T 90-114)	5 mg/l
MES (NF T 90-105)	100 mg/l	Ploomb (NF T 90-025)	0,5 mg/l
DCO (NF T 90-101)	300 mg/l	Chrome (NF EN 1233)	0,5 mg/l
DBO ₅ (NF T 90-103)	100 mg/l	Cuivre (NF T 90 022)	0,5 mg/l
Azote total, exprimé en N	30 mg/l	Zinc et composés (FD T 90 112)	2 mg/l

8.2.4.2.2 Rejet dans réseau urbain collectif muni d'une station d'épuration :

pH (NF T 90-008)	5,5 – 8,5	Phosphore total, exprimé en P	50 mg/l
Température	30°C	Hydrocarbures totaux (NF T 90-114)	5 mg/l
MES (NF T 90-105)	600 mg/l	Ploomb (NF T 90-025)	0,5 mg/l

DCO (NF T 90-101)	2000 mg/l	Chrome (NF EN 1233)	0,5 mg/l
DBO ₅ (NF T 90-103)	800 mg/l	Cuivre (NF T 90 022)	0,5 mg/l
Azote total, exprimé en N	150 mg/l	Zinc et composés (FD T 90 112)	2 mg/l

Dans le cas de convention signée avec le gestionnaire de la station d'épuration, les valeurs de rejet indiquées dans la convention peuvent se substituer aux valeurs précitées.

Article 8.2.4.3. Surveillance des rejets

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 8.2.4.2 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon prélevé dans le bassin de rétention.

Article 8.2.4.4. Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues à l'article 8.2.4.2 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au présent arrêté.

ARTICLE 8.2.5. PRÉSCRIPTIONS RELATIVES A L'ÉPANDAGE

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'épandage :

- des eaux résiduaires, des boues et des déchets produits par l'installation,
- du compost produit si celui-ci n'est ni homologué ou sous autorisation provisoire de vente au titre des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et support de culture, ni conforme à une norme rendue d'application obligatoire relative aux matières fertilisantes ou support de culture.

Les matières concernées par les dispositions de cet article seront désignées sous l'appellation « matières à épandre ».

Les matières à épandre ont un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et leur application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ainsi qu'à la qualité des sols et des milieux aquatiques.

Article 8.2.5.1. Gestion des épandages

Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des matières à épandre, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. Cette étude justifie de la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées ou les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 514-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus aux articles L.212-1 à L.212-7 du code de l'environnement.

Elle comprend notamment :

- a) les caractéristiques des matières à épandre (quantités prévisionnelles, valeur agronomique, teneur en éléments traces et agents pathogènes ...),
- b) la représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude, et des zones aptes à l'épandage,
- c) l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et d'analyse des nuisances pouvant résulter de l'épandage,
- d) des caractéristiques des sols, les systèmes de culture et la description des cultures envisagées sur périmètre d'étude,
- e) une analyse des sols portant sur les paramètres définis à l'article 8.2.5.3, réalisée en un point de référence, repéré par ses coordonnées Lambert, représentatif de chaque zone homogène,
- f) la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage (matériels, périodes ...),
- g) les préconisations spécifiques d'utilisation des matières à épandre en fonction de ses caractéristiques, de celles du sol, des systèmes et types de culture et autres apports de matières fertilisantes,
- h) la représentation cartographique à une échelle appropriée des parcelles exclues de l'épandage sur le périmètre d'étude et les motifs d'exclusion,
- i) un exemplaire de l'accord des utilisateurs de matières à épandre pour la mise à disposition de leurs parcelles et une liste de celles-ci selon leurs références cadastrales,
- j) tous les éléments complémentaires permettant de justifier la compatibilité avec les éléments évoqués ci-dessus.

L'exploitant informe le préfet de département de son intention d'épandre et lui transmet, au moins 3 mois avant la réalisation de l'épandage, l'étude préalable précitée, complétée par l'indication des filières alternatives d'élimination ou de valorisation prévues dans les cas où l'épandage s'avérerait impossible.

Au moins un mois avant la réalisation des opérations concernées, un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole. Ce programme doit définir les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des matières à épandre, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage, les parcelles réceptrices.

Un cahier d'épandage (registre), conservé pendant une durée de 10 ans doit être tenu à jour par l'exploitant. Il comporte les

Informations suivantes :

- les dates d'épandage,
- les caractéristiques des matières à épandre (teneurs en éléments fertilisants et en éléments et composés traces, pour les composts la référence du lot tel que défini à l'article 8.2.3.4), les quantités épandues, et les quantités d'azote épandues, et les quantités d'azote épandu toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices, leur surface et la nature des cultures,
- le contexte météorologique lors de chaque épandage,
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation,
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage.

L'étude préalable, le programme prévisionnel annuel et le cahier d'épandage, ainsi qu'une synthèse annuelle des informations figurant au registre sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Dans les zones vulnérables définies au titre du décret n° 93-1038 du 27 août 1993, la quantité maximale d'azote organique épandu est limitée à 210 kg/ha/an, 170 kg/ha/an au 1^{er} janvier 2003.

Article 8.2.5.2. Caractéristiques des matières à épandre :

Les analyses des matières à épandre sont réalisées pour chaque lot de fabrication dans un délai tel que les résultats d'analyse sont connus avant mise à disposition du lot.

8.2.5.2.1 Valeur agronomique :

La valeur agronomique des matières à épandre est caractérisée par des analyses portant sur les paramètres suivants :

- matière sèche (%); matière organique (en %),
- pH,
- azote total ; azote ammoniacal (en NH₄),
- rapport C/N,
- phosphore total (en P₂O₅) ; potassium total (en K₂O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO),
- oligoéléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn).

Cu, Zn et B sont mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces. Les autres oligoéléments sont analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des matières à épandre.

8.2.5.2.2 Conditions d'épandage

Les matières à épandre ne peuvent être épandues si les concentrations en agents pathogènes ne respectent pas les valeurs suivantes :

<i>Salmonella</i>	8 NPP/10 g MS	dénombrement selon la technique du nombre le plus probable
<i>Enterovirus</i>	3 NPPUC/10 g MS	dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes
œufs de nématodes	3 pour 10 g MS	

Par ailleurs, pour être épandues, les matières doivent respecter les seuils d'innocuité de l'article 8.2.2.2.

Le flux, cumulé sur une durée de 10 ans, apporté par les produits à épandre en éléments ou composés indésirables doit respecter les valeurs suivantes :

	Flux cumulé maximum apporté par les matières à épandre en 10 ans (mg/m ²)	
	Cas Général	épandage su pâturages
Cadmium	0,015	0,015
Chrome	1,5	1,2
Cuivre	1,5	1,2
Mercure	0,015	0,012
Nickel	0,3	0,3
Plomb	1,5	0,9
Sélénium	-	0,12
Zinc	4,5	3
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	6	4
Total 7 principaux PCB *	1,2	1,2
Fluoranthène	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	4	4
Benzo(a)pyrène	3	2

* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.

Article 8.2.5.3. Caractéristiques des sols

Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence au minimum tous les 10 ans et après l'ultime épandage su la

parcelle.

8.2.5.3.1 Valeur agronomique :

La valeur agronomique des sols est caractérisée par des analyses portant sur les paramètres suivants :

- granulométrie,
- matière sèche (%); matière organique (en %),
- pH,
- azote total; azote ammoniacal (en NH₄),
- rapport C/N,
- phosphore total (en P₂O₅ échangeable); potassium total (en K₂O échangeable); calcium total (en CaO échangeable); magnésium total (en MgO échangeable),
- oligoéléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn).

8.2.5.3.2 Conditions d'épandage :

Pour faire l'objet d'épandage, les sols doivent respecter les valeurs limites de concentration en éléments-traces métalliques suivantes :

Eléments-traces	mg/kg de MS
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercur	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180,

Des dérogations aux valeurs précédentes peuvent toutefois être accordées par le préfet sur la base d'une étude géochimique des sols concernés démontrant que les éléments-traces métalliques des sols ne sont ni mobiles, ni biodisponibles.

Article 8.2.5.4. Règles générales d'épandage

Les doses d'apport doivent être adaptées aux besoins des sols ou des cultures dans des conditions ne devant pas entraîner de risques de ruissellement hors du champ d'épandage.

L'épandage est interdit :

- à moins de 35 mètres des puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, des installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable pour l'arrosage des cultures maraîchères, des cours d'eau et des plans d'eau; cette distance est portée à 100 mètres si la pente du terrain est supérieure à 7 %,
- sur les herbages ou cultures fourragères, trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères,
- sur des terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières pendant la période de végétation, à l'exception des cultures d'arbres fruitiers,
- sur des terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommées à l'état cru, 10 mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même,
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors de fortes pluies.

ARTICLE 8.2.6. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX NUISANCES OLFACTIVES

Article 8.2.6.1. Nuisance olfactive

Les sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, andains, cases de réception, ...) difficiles à confiner, sont implantées de manière à limiter au maximum la gêne pour le voisinage.

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50% des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

Article 8.2.6.2. Valeurs limites de rejet

Le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par chaque source odorante non canalisée présente en continu sur le site ne doit pas dépasser les valeurs mentionnées dans le tableau suivant, en fonction de son éloignement par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers, aux stades, terrains de camping et établissements recevant du public.

Éloignement des tiers (m)	Niveau d'odeur sur site (UO/m ³)
100	250
200	600
300	2 000
400	3 000

UO = Unité d'odeur

Les mesures de niveau d'odeur et débit d'odeur sont réalisées selon les normes en vigueur.

Article 8.2.6.3. Prévention

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

Un système de neutralisation des odeurs par brumisation sera mis en place autour du site et dans l'axe des zones sensibles (habitations). Ce système sera également implanté au niveau des cases de réception des matières fermentescibles si nécessaire.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 8.2.7. PRESCRIPTIONS RELATIVES AU RISQUE INCENDIE

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

Au niveau des aires définies à l'article 8.2.1.1, il est interdit d'apporter le feu sous une forme quelconque. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces aires en caractères apparents.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mise en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien ou sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Ces informations seront jointes à l'étude des dangers visée à l'article 5.4.3 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2002.

ARTICLE 8.2.8. REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

La plate-forme de compostage, située sur le centre d'enfouissement technique, est réaménagée conformément à l'article 3.7 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2002.

TITRE 9 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinéés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Rejet n°1 :

- identification : torchère de brûlage du biogaz

Rejet n°1 :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)
Débit	semestrielle	oui
SO ₂	semestrielle	oui
CO	semestrielle	oui

Les mesures comparatives mentionnées à l'Article 9.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
Débit	annuelle
SO ₂	annuelle
CO	annuelle
HCl	annuelle
HF	annuelle

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Article 9.2.2.1. Effets sur l'environnement :

La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	Méthode de référence
surveillance des eaux de surface (eaux de ruissellement amont et eaux de l'affluent du Barangeon amont et aval) :		
pH	1/semestre	
résistivité	1/semestre	
COT	1/semestre	

Métaux lourds : Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb, Ni	1/semestre		
Potentiel d'oxydo-réduction	1/an		
Principaux anions et cations : NO ₂ ⁻ , NO ₃ ⁻ , Cl ⁻ , SO ₄ ²⁻ , PO ₄ ³⁻ , K ⁺ , Na ⁺ , Ca ²⁺ , Mg ²⁺ , Mn ²⁺ , NH ₄ ⁺	1/an		
Métaux lourds : Mn, Sn	1/an		
Fer	1/an		
Phénols	1/an		
Hydrocarbures totaux	1/an		
AOX	1/an		
PCB	1/an		
DBO ₅	1/an		
DCO	1/an		
Coliformes fécaux	1/an		
Coliformes totaux	1/an		
Streptocoques fécaux	1/an		
Présence de salmonelles	1/an		
surveillance des eaux de ruissellement externes :			
pH	1/trimestre		
résistivité	1/trimestre		
surveillance des eaux de ruissellement internes (dans le bassin tampon) :			
volume	1/trimestre		
Composition	1/trimestre		
surveillance des eaux souterraines. La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 8 piézomètres :			
	4 piézomètres profonds	4 piézomètres superficiels	
pH	1/an	1/trimestre	
Potentiel d'oxydo-réduction	1/an	1/an	
Résistivité	1/an	1/trimestre	
Principaux anions et cations : NO ₂ ⁻ , NO ₃ ⁻ , Cl ⁻ , SO ₄ ²⁻ , PO ₄ ³⁻ , K ⁺ , Na ⁺ , Ca ²⁺ , Mg ²⁺ , Mn ²⁺ , NH ₄ ⁺	1/an	1/an	
Métaux lourds : Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb, Ni, Mn, Sn	1/an	1/trimestre	
Fer	1/an	1/an	
Phénols	1/an	1/an	
Hydrocarbures totaux	1/an	1/an	
AOX	1/an	1/an	
PCB	1/an	1/an	
DBO ₅	1/an	1/an	
DCO	1/an	1/an	
COT		1/trimestre	
Coliformes fécaux	1/an	1/an	
Coliformes totaux	1/an	1/an	
Streptocoques fécaux	1/an	1/an	
Présence de salmonelles	1/an	1/an	
surveillance des rejets liquides (lixiviats) :			
pH	1/trimestre		
conductivité	1/trimestre		
DBO ₅	1/trimestre		
DCO	1/trimestre		
MES	1/trimestre		
Azote ammoniacal, azote Kjeldahl	1/trimestre		
NO ₂ ⁻ , NO ₃ ⁻ , Cl ⁻ , SO ₄ ²⁻ , PO ₄ ³⁻ , Cr ⁶⁺	1/trimestre		
Métaux totaux dont : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al, As	1/trimestre		
Fluorures	1/trimestre		
CN libres	1/trimestre		
Hydrocarbures totaux	1/trimestre		
AOX	1/trimestre		

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Article 9.2.3.1. Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en service des installations de valorisation du biogaz (article 3.2.1 du présent arrêté) puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne

qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-6 du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles 9.2 du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au TITRE 9, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est transmis annuelle à l'inspection des installations classées et est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

ARTICLE 9.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application du CHAPITRE 9.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL (ENSEMBLE DES CONSOMMATIONS D'EAU ET DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

Conformément aux articles R.125-1 à R.125-8 du code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article R.125-2 du code de l'environnement, qui comprennent :

- Une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue ;
- L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour ;
- Les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions législatives des titres Ier et IV du livre V ;
- La nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;
- La quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;
- Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;
- Un document faisant valoir les aménagements d'intégration paysagère réalisés dans l'année.

L'exploitant adresse également ce dossier à la commission locale d'information et de surveillance de son installation.

ARTICLE 9.4.2. BILAN ANNUEL DES EPANDAGES

L'exploitant réalise annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan est adressé aux préfets et agriculteurs concernés.

Il comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents *et/ou* déchets épandus ;

- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

ARTICLE 9.4.3. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du code de l'environnement susvisé. Le bilan de fonctionnement est à fournir au plus tard le 27 mars 2012, puis selon la périodicité réglementaire en vigueur.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient notamment :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie .

TITRE 10 - ECHEANCES

Article	Echéance
Article 9.2.3.1 - Mesure de la situation acoustique	Trois mois à compter de la date de mise en service des installations de valorisation du biogaz puis tous les 5 ans
Article 9.4.3 - Bilan de fonctionnement	27 mars 2012 puis tous les 10 ans

